

Juin 2009



CONSEIL

Cent trente-sixième session

Rome, 15 – 19 juin 2009

Déclaration du Directeur général

Monsieur le Président indépendant du Conseil,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens à vous remercier de tout cœur de votre présence à Rome en vue de participer à la cent trente-sixième session du Conseil. Vous vous réunissez à un moment crucial: l'Organisation vient juste d'entamer la mise en œuvre du Plan d'action immédiate et le monde est confronté à des défis exceptionnels qui sont au cœur du mandat de la FAO.

(Réforme de la FAO)

La situation que je viens d'évoquer est également source d'opportunités pour la FAO, qui pourra d'autant mieux relever ces défis qu'elle saura se réformer. Le Plan d'Action Immédiate (PAI) est en effet le Plan de réforme le plus détaillé jamais introduit à ce jour dans un organisme du système des Nations Unies. Nous sommes maintenant dans les premiers mois de mise en œuvre d'un plan triennal ambitieux que vous avez approuvé à l'unanimité lors de la Conférence extraordinaire de novembre 2008. Nous savions tous que la tâche serait ardue mais nous sommes, de toute évidence, sur la bonne voie.

Pour mettre en œuvre le PAI, il faut une direction et un engagement à toute épreuve et une collaboration étroite avec le personnel, la Direction et les Membres de l'Organisation. Je constate avec plaisir que ces conditions préalables au succès de notre entreprise sont bien en place.

Les Membres connaissent déjà mon engagement en faveur du renouveau de la FAO et ont eu l'occasion de le constater à travers mes actes. J'ai personnellement assuré la direction et l'orientation stratégique de ce renouveau pour faire en sorte que les progrès soient rapides, efficaces et durables, les mesures nécessaires à la mise en œuvre au jour le jour étant prises par le

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

Directeur général adjoint. Dans le souci de créer une structure participative et équilibrée, nous avons associé de nombreux fonctionnaires et de nombreux dirigeants à cette entreprise, en sélectionnant les individus les plus qualifiés pour chaque domaine de travail du PAI. Ayant mis en commun nos efforts au Siège et dans les bureaux décentralisés, nous pouvons nourrir le ferme espoir d'obtenir des résultats positifs et durables.

De votre côté, le Comité de la Conférence, chargé du suivi de l'EEI, et ses groupes de travail se sont réunis plus souvent que ce qu'avait prévu la Conférence de 2008. Les Membres continuent à participer massivement et établissent avec la Direction un dialogue intense, sans précédent. Les Membres basés à Rome ont également participé à plusieurs réunions informelles avec la Direction et les associations du personnel. Je tiens à vous remercier sincèrement de votre engagement indéfectible en faveur de la mise en œuvre du PAI.

Grâce à nos efforts conjoints et constructifs, la FAO, j'en suis sûr, sortira renforcée de ce processus de réforme, avec de meilleures structures de gouvernance et une meilleure compréhension mutuelle entre les Membres. Elle sera en outre dotée des ressources nécessaires, provenant de son budget ordinaire ou de financements extrabudgétaires, qui lui permettront de bien remplir son mandat.

La Direction fera tout ce qui est en son pouvoir, à partir des orientations que vous nous donnerez, pour que la FAO poursuive ses efforts afin d'assurer son unité d'action, en adaptant sa structure, ses fonctions et ses responsabilités dans un cadre précis axé sur les résultats, appuyé par des systèmes simplifiés d'administration et de gestion et par un personnel motivé et très productif. Ces réformes constitueront, je l'espère, l'essentiel de mon legs en tant que Directeur général de cette Organisation.

Au cours de ces premiers mois de mise en œuvre, nous pouvons déjà constater que nos efforts produisent des résultats encourageants.

On peut mentionner ici, comme exemple notable de travail conjoint entre le Secrétariat et les États Membres les changements importants proposés aux Textes fondamentaux qui ont été examinés en un temps record, répondant ainsi aux attentes des Membres.

Au cours de la présente session, le Conseil examine également le résultat des efforts conjoints déployés par la Direction, le Comité de la Conférence et ses groupes de travail ainsi que les Comités faisant rapport au Conseil afin de préparer le Cadre stratégique et le Plan à moyen terme 2010-2013, combiné au Programme de travail et budget 2010-2011. Ces documents intègrent les activités du Siège et des bureaux décentralisés, les priorités mondiales et régionales et les ressources correspondant aux contributions ordinaires et volontaires, réparties en fonction de résultats spécifiques. Même si les documents soumis à la présente session ne sont pas encore définitifs, nous pouvons constater les améliorations et les innovations qui ont été apportées. La première version complète de ces documents sera présentée le mois prochain.

Les ressources humaines constituent un autre aspect central de la réforme. Les Membres ont approuvé une stratégie et un cadre général de gestion des ressources humaines et, le mois dernier, le Comité financier a confirmé les principaux domaines d'activité, y compris les nouvelles politiques sur les ressources humaines et l'évaluation du comportement professionnel. De nouvelles politiques, comme celles sur l'assouplissement des modalités de travail et le recours aux retraités, ont déjà été adoptées.

Même si les ressources disponibles sont limitées, nous avons accompli, depuis 2005, des progrès tangibles en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité de nos structures décentralisées. Je peux citer ici certaines réalisations: alignement plus précis sur les besoins des pays grâce à la préparation des cadres nationaux de priorités à moyen terme et partenariat renforcé pour les activités menées par le système des Nations Unies au niveau des pays; appui plus efficace aux activités réalisées dans les pays grâce à une structure sous-régionale remaniée; meilleurs dispositifs destinés à aborder des questions transfrontières aux niveaux sous-régional et régional; délégation de pouvoirs accrue; et amélioration des systèmes administratifs et de communication. D'autres changements sont en cours d'exécution, y compris la révision des lignes hiérarchiques pour les

bureaux de pays, la délégation aux régions des responsabilités pour les projets de coopération technique, un nouveau cadre de compétences pour les Représentants de la FAO et un vaste programme de formation.

L'examen détaillé recommandé par l'EEI est terminé depuis moins de deux mois. Nous avons accepté la grande majorité de ses recommandations et nous les appliquerons dans le cadre des projets du PAI. Ces recommandations devraient améliorer l'efficacité de nos services administratifs et dégager des économies nettes de 7,8 millions de dollars des États-Unis au cours des sept premières années et de 13 millions de dollars par exercice biennal par la suite.

Le renouveau de la FAO progresse à plein rythme. Au cours des six premiers mois du Plan triennal, 58 pour cent des activités ont déjà été entamées et 4 pour cent d'entre elles environ sont déjà terminées.

S'il est vrai que les trois quarts environ des actions du PAI n'ont pas besoin de financements externes additionnels et sont actuellement en voie de réalisation, certains domaines clés de la réforme, quant à eux, ont besoin de financements importants. Les coûts provisoires pour 2009 ont été fortement révisés à la baisse pour s'établir à 15,25 millions de dollars, grâce à un échelonnement attentif des mesures, à la recherche constante de moyens d'exécution plus efficents et à l'incorporation des résultats de l'Examen détaillé. Nous devons toutefois noter avec grande préoccupation que le Fonds fiduciaire du PAI n'a reçu des annonces de contributions que pour un total de 7,1 millions de dollars, dont seulement 3,5 millions de contributions effectives.

Pour achever le renouveau de la FAO, nous aurons besoin de l'engagement continu et du travail acharné des Membres, de la Direction et du personnel ainsi que de vos généreuses contributions, non seulement en 2009 mais jusqu'à la fin de 2011. Je suis sûr que nous continuerons à relever le défi, en maintenant l'esprit de travail conjoint, de compréhension mutuelle et de concessions réciproques qui avait caractérisé les travaux menés tout au long de 2008.

Monsieur le Président indépendant du Conseil,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

(État de l'insécurité alimentaire dans le monde)

Vous conviendrez avec moi, j'en suis sûr, que la situation actuelle de l'insécurité alimentaire mondiale est inadmissible. Les événements des trois dernières années ont en effet été particulièrement tragiques. Ils ont clairement démontré la fragilité de notre système alimentaire mondial et notre propre vulnérabilité. La situation, qui va au-delà de la dimension humanitaire traditionnelle, exige un « nouvel ordre mondial de l'alimentation ».

En 2007-2008, la hausse des prix des denrées alimentaires a condamné à la faim des millions et des millions de personnes. En 2009, en raison de la crise économique, il est prévu que 100 millions d'êtres humains environ viendront encore grossir les rangs de ceux qui n'ont pas un accès adéquat à l'alimentation.

De nos jours, le nombre de personnes souffrant de la faim est plus élevé que jamais et il dépasse au total un milliard d'individus: en d'autres termes, une personne sur six souffre chaque jour de la faim et de la sous-alimentation.

De plus, au mois d'avril, 31 pays se trouvaient dans une situation de crise alimentaire telle qu'ils avaient besoin d'aide d'urgence. Parmi ces pays, 20 se trouvaient en Afrique, 9 en Asie et au Proche-Orient et 2 en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

Cette situation est inacceptable. Comment pouvons-nous expliquer cette situation dramatique à des gens de bon sens et de bonne foi, dans un monde où les ressources internationales sont abondantes et où des centaines de milliards de dollars E-U. sont dépensés pour sauvegarder le système financier international.

Le problème de la sécurité alimentaire est un problème politique. C'est une question de priorité à accorder aux besoins les plus fondamentaux de l'être humain.

Des plans, stratégies et programmes de lutte contre la faim et la sous-alimentation dans le monde existent aux niveaux national et régional, même si dans certains cas il faudrait peut-être les mettre à jour. En fait, dans le cadre des préparatifs de la Conférence de haut niveau « Nourrir le monde en 2050 », qui devrait se tenir à Rome en octobre 2009, la FAO est en train de réexaminer le Programme de lutte contre la faim qui a été préparé en 2002 et couvre toutes les questions connexes.

Si les cours internationaux des denrées alimentaires ont bien baissé par rapport au niveau maximum atteint en juin 2008, les prix restent élevés par rapport aux années antérieures. En deux ans seulement, entre 2006 et 2008, les prix des denrées alimentaires de base ont augmenté d'environ 60 pour cent alors que ceux des céréales ont doublé. Le mois dernier, les prix moyens des denrées alimentaires restaient supérieurs de 24 pour cent à ceux de 2006 et de 33 pour cent à ceux de 2005.

La crise financière mondiale a retenu toute l'attention du globe. Les dirigeants du G20 se sont déjà réunis à deux reprises depuis novembre dernier et une troisième réunion est prévue en automne. Lors de leur réunion tenue à Londres début avril, ils sont convenus d'un ensemble de stimulants financiers d'une valeur de 1,1 milliard de dollars E-U. Je dois reconnaître que j'étais satisfait de voir cet engagement renouvelé en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs en matière d'aide publique au développement.

La crise de la sécurité alimentaire mérite la même attention car à part ses dimensions économiques, sociales et éthiques, elle s'est avérée une menace sérieuse pour la paix et la sécurité dans le monde. La crise financière et économique ne doit pas détourner notre attention de la crise alimentaire, qui entraîne une marginalisation accrue des pauvres et des personnes souffrant de faim.

Le monde doit non seulement assurer la sécurité alimentaire des personnes, au nombre d'un milliard qui souffrent actuellement de la faim, mais il doit également doubler la production vivrière de façon à nourrir une population qui, selon les projections, devrait atteindre 9,2 milliards d'individus en 2050. Ce résultat doit être obtenu en surmontant plusieurs défis, notamment l'évolution démographique et le changement des régimes alimentaires, le changement climatique, le développement des bioénergies et les contraintes pesant sur les ressources naturelles.

Conscient de l'urgence de la situation et de l'importance fondamentale de la sécurité alimentaire pour la stabilité, la croissance économique et la prospérité mondiales, j'ai pris l'initiative, le 23 octobre 2008, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation à New York, en présence du Secrétaire général des Nations Unies et du Président Clinton, de proposer la convocation d'un sommet de chefs d'États et de gouvernements en 2009.

Par la suite, j'ai présenté cette proposition aux Membres dans le discours que j'ai prononcé devant la session extraordinaire de la Conférence de la FAO en novembre 2008 et je l'ai également soumise aux chefs d'États et de gouvernements des États Membres, pour examen.

Cette proposition a recueilli un vaste soutien venant de nombreuses régions, comme en témoignent les déclarations et résolutions de sommets de chefs d'États et de gouvernements et de réunions ministérielles et les lettres officielles que j'ai reçues.

Compte tenu de la situation internationale actuelle, il est absolument nécessaire d'organiser un événement politique de haut niveau pour maintenir la question de la sécurité alimentaire mondiale en bonne place dans l'ordre du jour international et résoudre les causes fondamentales de la faim. La faim est en effet en train de gagner du terrain et la sécurité alimentaire mondiale est confrontée aux défis les plus ardu斯 de toute l'histoire moderne.

Les deux sommets précédents de 1996 et de 2002 ont permis de maintenir les questions d'alimentation et d'agriculture à l'ordre du jour de la communauté internationale, mais le sommet

proposé doit produire de véritables changements. Des décisions sur les politiques et les stratégies doivent être prises au niveau politique le plus élevé.

Comme je l'ai déclaré le mois dernier lors de la réunion conjointe du Comité financier et du Comité du Programme, le Sommet sera financé entièrement à l'aide de ressources extrabudgétaires, dans le plein respect des dispositions du Règlement financier, et n'aura aucun impact négatif sur le programme de travail ordinaire de l'Organisation. Il s'appuiera sur les travaux de la Conférence de haut niveau « Nourrir le monde en 2050 », qui a été approuvée par la Conférence de la FAO, et la plupart des documents techniques seront préparés à l'avance par des groupes d'experts de questions relevant des activités normales de l'Organisation, le contrôle de qualité étant assuré par d'autres experts, et dans le cadre d'autres processus en cours.

Monsieur le Président indépendant du Conseil,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Dans la situation actuelle, caractérisée par tous ces problèmes et défis, nous avons tous – le Secrétariat, les fonctionnaires et les Membres – la responsabilité d'améliorer les perspectives des victimes de la faim et des pauvres et de confirmer les espoirs des pères fondateurs de cette Organisation. La crise actuelle de la sécurité alimentaire ne peut pas nous laisser indifférents.

Je terminerai ma déclaration en réaffirmant que le problème posé par l'élimination de la faim et de la malnutrition ne peut plus se résumer en un manque de connaissances ou de moyens de la communauté mondiale. Or, la vision d'un monde libéré de la faim est possible s'il existe une volonté politique de haut niveau. Des changements concrets seront indispensables.

Plusieurs pays ont accompli des progrès remarquables sur la voie de la réalisation de l'objectif de réduction de la faim, y compris en Afrique, en Asie et en Amérique latine, même si les effets positifs ont été atténués en partie par la récente crise alimentaire, énergétique et financière. Nous savons ce qu'il faut faire sur le plan technique et nous devons mettre à profit ces succès.

Les dirigeants mondiaux et la communauté internationale doivent prendre des décisions courageuses et adopter, dans la foulée, une série d'actions visant à éradiquer totalement et rapidement la faim, comme l'ont décidé sur le plan régional les dirigeants de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour que chaque habitant de la planète puisse jouir du droit humain le plus fondamental: le droit à l'alimentation et donc à l'existence.

Dans un monde débordant de richesses, la persistance de la faim est un scandale. Nous devons agir maintenant – les affamés et les pauvres ne peuvent attendre.

Pleinement conscient de cette situation, Nehru rappelait dans ses décisions économiques, il y a environ 60 ans, que « *tout le reste peut attendre, sauf l'agriculture* ».

Nous ne pouvons plus attendre et nous devons prendre nos responsabilités pour faire en sorte que des aliments soient disponibles sur la table de chacun, aujourd'hui et demain, permettant ainsi à ceux qui souffrent de la faim de se libérer du joug des besoins biologiques de base non satisfaits, pour arriver à une vision spirituelle et éthique d'un monde libéré de la faim.

Nous attendons avec intérêt les résultats de vos délibérations et vous souhaitons des travaux fructueux.

Merci de votre attention.